

République Française  
Liberté-Egalité-FraternitéEXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

## DE LA COMMUNE DE HAUTECOURT-ROMANECHE

L'an Deux Mil vingt-deux le 06 octobre, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc ROCHET, Maire

Nombre de conseillers

Effectif légal 15

en exercice 15

Présents 12

Votants 15

Pour : 15

Contre : 0

Abstention : 0

Présents :

MRS : Gérard BREVET, Gilbert CHABOT, Jean-Paul CHATARD, Christian FEVRE, René LANDES, Marc ROCHET

MMES : Carine BESANÇON, Anne-Hélène DESBOIS, Karine GOYENECHE, Véronique MAIGRE-ROLLAND, Nathalie PERDRIX, Sophie PHILIBERT

Absents excusés : Christelle LAMBERET donne pouvoir à Anne-Hélène DESBOIS, Mickaël CLEMENT donne pouvoir à Jean-Paul CHATARD, Jean-Luc CHEVALLIER donne pouvoir à Christian FEVRE.

Mr Gilbert CHABOT a été élu secrétaire de séance.

Date de convocation : 29 septembre 2022

**Objet : convention d'adhésion au service de médecine préventive actualisée CDG de l'Ain :**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Conformément au code général de la fonction publique,

Conformément au décret N° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la Fonction Publique Territoriale, la collectivité adhère au service de Médecine préventive géré par le Centre de Gestion de l'Ain depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013,

Considérant que le décret 2022-551 du 13 avril 2022 a apporté des modifications concernant le fonctionnement du service de médecine du travail faisant l'objet d'une convention réactualisée qui prendra effet le 1<sup>er</sup> janvier 2023,

**APPROUVE** la convention réactualisée d'adhésion au service de médecine préventive du Centre de Gestion de l'Ain.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer avec le Centre de Gestion de l'Ain ladite convention, ainsi que toutes les pièces nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération. Elle est conclue pour une durée de 1 an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Elle est renouvelable par tacite reconduction.

**PRECISE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2023.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal.

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an ci-dessus

Pour copie conforme

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture

le

Publication ou notification du

Le Maire,

Marc ROCHET

